

Quelques exemples de situations associatives

Intolérage a été créé par un groupe d'instituteurs et institutrices de Marseille pour éduquer les tout-petits et les jeunes à la citoyenneté et à la tolérance, partant du constat que dès la maternelle des exclusions réciproques tendaient à créer un climat de violence. Pendant 8 ans Intolérage a développé de nombreuses activités d'éducation à la tolérance et le dialogue, créant une colonie de vacances et de multiples outils pédagogiques destinés aux enfants, aux parents et aux enseignants. Intolérage a disparu en 2010, victime des retards de paiement du Conseil général.

Prévention spécialisée en Seine-Maritime : 74 licenciements sur 140 éducateurs. Le budget du département de Seine Maritime pour l'année 2013, a diminué de 50% sa dotation pour la prévention spécialisée (de 6 874 208 € en 2012 à 3 462 237 €). 74 sur 140 éducateurs de prévention spécialisée ont été licenciés. Cette mesure à court terme, liée à l'évolution d'une situation non maîtrisée des finances du département, méconnaît le travail de reconstruction du lien social comme une démarche globale qui s'adresse aux familles et contribue au mieux-vivre dans les quartiers populaires.

Accueil Goutte d'Or a accompagné depuis 1997 que beaucoup d'allocataires du RMI à la Goutte d'Or n'étaient pas suivis dans leur parcours d'insertion. L'action avait été mise en place en s'appuyant sur les liens qui existaient depuis 20 ans avec les familles, des enfants, et l'immersion de l'association dans la vie du quartier. Depuis 2006, les appels d'offres ont remplacé les subventions. Cette année, AGO n'a pas été retenu par le Département de Paris, qui a scindé l'action en lots confiés à des associations différentes, étrangères au quartier, qui agissent à moindre coût.

CProg à Goussainville (Val-d'Oise) s'est trouvé en difficulté en 2012 à la suite d'un refus de co-financement du département et de la région pour des programmes déjà en cours. Ayant terminé l'année 2012 avec un déficit important, elle se voit refuser en 2013 les subventions politique de la ville au prétexte que l'association hérite d'un passif que les pouvoirs publics ont eux-mêmes créé.

Page ouverte à Nice est une petite association qui accompagne les populations tziganes de l'agglomération. Leur voix est précieuse car il n'existe aucun autre opérateur culturel local pour ces populations. Depuis 2 ans, le maire de la ville Christian Estrosi leur refuse non seulement le bénéfice de subventions mais l'usage des locaux municipaux et même de la salle du centre d'accueil. Les cours au lieu dehors, parfois sous la pluie.

A Caen, ARTEC une association d'insertion fait travailler depuis longtemps des ex détenus avec des travaux d'imprimerie, et les accompagne dans leur réinsertion. Elle est aujourd'hui en difficulté non pas à cause de baisse de subvention, mais parce qu'elle ne peut plus obtenir de commandes publiques avec des appels d'offres qui ne prévoient pas les autres finalités de ce type d'actions.

Femmes-relais survit tant bien que mal dans le 20^e à Paris. L'association s'adresse depuis les années 1990 aux personnes étrangères ou issues des immigrations. Un travail de qualité reconnu par tous. Depuis 2008, les subventions de l'Etat baissent et arrivent de plus en plus tard Le renouvellement des contrats aidés est aléatoire, plus restrictif, avec des retards, empêchant toute action construite. L'association est en survie. Si elle disparaît, il faudra la remplacer par de coûteuses prestations privées. Une solution qui ne déplaît pas à tous.